



SIT COPIE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'environnement  
Et du développement durable

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Sylvie INGOLD

☎ 03.87.34.88.98

☎ 03.87.34.85.15

✉ [sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr](mailto:sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr)

POUR LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Laurent VAGNER

Arrêté

n° 2009-DEDD/IC- 128

du - 5 JUIN 2009

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-218 du 23 octobre 2008 imposant à la société TOTAL Petrochemicals France, à SAINT-AVOLD, des prescriptions complémentaires relatives à ses rejets de phosphore.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les dispositions des titres 1<sup>er</sup> des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement et notamment son article R.512.31 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-218 du 23 octobre 2008 imposant à la société TOTAL Petrochemicals France à SAINT-AVOLD, des prescriptions relatives aux rejets de phosphore de la plate-forme pétrochimique de Carling/Saint-Avold ;

Vu la demande présentée par la société TOTAL Petrochemicals France dans son courrier TPF/CLG/QHSEI/MH/GC/L026/2009 du 3 février 2009 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 2 avril 2009 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 23 avril 2009 ;

Considérant que les ateliers exploités par la société TOTAL Petrochemicals France fonctionnent à allure réduite ;

Considérant que ce fonctionnement à allure réduite induit une baisse des rejets en phosphore en sortie de la Station de Traitement Final exploitée par la société ARKEMA et à laquelle est raccordée la société TOTAL Petrochemicals France ;

Considérant que la concentration en moyenne mensuelle en sortie de la Station de Traitement Final est inférieure à 1,5 mg/l (performance associée à la meilleure technique disponible) depuis le mois de décembre 2008, exception faite du mois de février 2009 où la concentration a avoisiné 2,2 mg/l sans pour autant atteindre les concentrations habituellement observées en fonctionnement normal des ateliers de la plate-forme ;

CONSIDERANT que la période n'est donc ni pertinente, ni représentative pour la réalisation d'une campagne d'étude des rejets en phosphore telle que prescrite par l'arrêté préfectoral susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1. Modification de l'art. 1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-218 du 23/10/2008**

1.1) Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-218 du 23 octobre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La Société TOTAL Petrochemicals France à SAINT-AVOLD transmet à l'Inspection des Installations Classées, un rapport présentant l'origine de ses émissions en phosphore. Ce rapport est remis sous un délai de 1 mois après réception du dernier bulletin d'analyses de la campagne d'analyses précisée ci-après. »

1.2) Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-218 du 23 octobre 2008 sont complétées par les dispositions suivantes :

« La campagne d'analyses du phosphore sera réalisée sur une période définie en concertation avec l'Inspection des Installations Classées, et en tout état de cause avant le 31 décembre 2009. »

### **Article 2. Modification de l'art. 2 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-218 du 23/10/2008**

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-218 du 23 octobre 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Selon l'importance des rejets et après avis de l'Inspection des Installations Classées, la Société TOTAL Petrochemicals France étudie les possibilités de réduction de chacun des rejets de phosphore. Le cas échéant, cette étude ainsi que l'échéancier des actions à mettre en œuvre pour réduire les rejets de phosphore des installations sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 5 mois à compter de l'avis de l'Inspection des Installations Classées. »

## **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 3**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 4 - Information des tiers**

En vue de l'information des tiers ;

1°) une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Saint-Avold, Carling et l'Hopital et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans chaque mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### **Article 5 - Droits des tiers**

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

#### **Article 6 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de Forbach, le Maire de Saint-Avoid, l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le - 5 JUIN 2009

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Jean-Francis TREFFEL